

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 266

[C — 2011/31054]

13 JANVIER 2011. — Arrêté 2010/93 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle

Le collège,

Vu le décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle;

Vu le décret du 4 mars 1999 de la Commission communautaire française relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, modifié le 5 février 2004;

Vu le décret du 27 mai 1999 de la Commission communautaire française relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, modifié le 6 juillet 2001;

Vu le décret du 5 mars 2009 de la Commission communautaire française relatif à l'offre ambulatoire dans les secteurs de l'action sociale, de la famille et de la santé;

Vu l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle;

Vu les avis des sections du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, « Personnes handicapées », « Hébergement », « Aides et soins à domicile », et « Services ambulatoires » respectivement donnés les 8 et 23 septembre et 14 et 21 octobre 2010;

Vu l'avis du Comité tripartite du secteur de l'insertion socioprofessionnelle à Bruxelles donné le 20 septembre 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 novembre 2010;

Vu l'accord du Membre du Collège en charge du Budget, donné le 25 novembre 2010;

Vu l'avis 48.986/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 décembre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat le 12 janvier 1973;

Considérant le point 6, 4^e et 5^e tirets du protocole d'accord du 29 juin 2000 entre les partenaires sociaux et le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale et les Collèges des Commissions communautaires qui garantit aux travailleurs des secteurs non marchand, quatre jours de congé supplémentaires et leur accorde un jour de congé supplémentaire pour la fête de leur Communauté en plus des 20 jours de congés légaux (régime 5 jours);

Sur proposition du Président du Collège en charge du Budget, du Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, du Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle, de l'Action sociale et de la Famille et du Membre du Collège en charge de la Politique de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 85 de l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Cette subvention est liquidée aux ASBL et fonds sociaux désignés à cet effet par les partenaires sociaux de chaque secteur concerné. Ceux-ci gèrent la répartition des emplois et des moyens financiers visés au § 2 entre les centres, services, organismes et maisons agréés selon les conditions fixées dans la convention conclue avec le Collège.

Cette subvention est liquidée par avances trimestrielles égales à 25 % de ladite subvention au plus tard le 15 février pour le premier trimestre, le 15 mai pour le deuxième trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre et une avance trimestrielle égale à 20 % de ladite subvention est liquidée le 15 novembre pour le dernier trimestre de l'année civile.

Passé ces échéances, les avances restant dues portent intérêts de retard au taux de l'intérêt bancaire moyen, tel que fixé par la Banque nationale, de plein droit et sans mise en demeure préalable. Le taux « Euribor 1 semaine » est d'application.

Le solde de cette subvention est liquidée pour le 31 octobre de l'année suivante, après le contrôle des pièces justificatives. »

Art. 3. Dans l'article 85 du même arrêté, le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Les pièces justificatives relatives à la gestion de l'embauche compensatoire et le rapport d'activités, établi dans le respect de la convention conclue avec le Collège, sont à fournir au plus tard le 30 avril de l'année suivante. Les comptes et bilan des ASBL déposés conformément à la loi sur les ASBL, et ceux des fonds sociaux sont à fournir au plus tard le 30 juin de l'année suivante ».

Art. 4. Dans l'annexe V NM du même arrêté intitulée : « Calcul de la subvention pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages », un point 13 est inséré et rédigé comme suit :

« 13. un jour de congé supplémentaire « communautaire » et 4 jours de congé supplémentaires en complément des 20 jours de congés légaux (régime 5 jours).

La mesure relative aux 4 jours s'applique proportionnellement pour les travailleurs à temps partiel.

Pour les travailleurs engagés avant le 1^{er} janvier 2011, les jours de congés excédant cette mesure et prévus par une convention collective de travail d'entreprise ou un règlement de travail tels qu'ils étaient en vigueur le 1^{er} janvier 2001, sont pris en compte dans la subsidiation pour rémunération. ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Art. 6. Le Collège charge le Président du Collège, chargé du Budget, et les membres du Collège chargés de la Formation professionnelle, de l'Action sociale, de la Famille, de la Politique de la Santé et de la Politique d'Aide aux personnes handicapées, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 janvier 2011.

Par le Collège :

Le Président du Collège en charge du Budget,
Chr. DOULKERIDIS

Le Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle, de l'Action sociale et de la Famille,
E. KIR

Le Membre du Collège en charge de la Politique de la Santé,
B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 266

[C — 2011/31054]

13 JANUARI 2011. — Besluit 2010/93 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling

Het college,

Gelet op het decreet van 27 april 1995 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van bepaalde organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling;

Gelet op het decreet van 4 maart 1999 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, gewijzigd op 5 februari 2004;

Gelet op het decreet van 27 mei 1999 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, gewijzigd op 6 juli 2001;

Gelet op het decreet van 5 maart 2009 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid;

Gelet op het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

Gelet op de adviezen van de afdelingen « Gehandicapten », « Opvang », « Thuishulp en -verpleging » en « Ambulante diensten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor bijstand aan Personen en Gezondheid, respectievelijk gegeven op 8 en 23 september en 14 en 21 oktober 2010;

Gelet op het advies van het tripartiet Comité van de sector van de socio-professionele inschakeling te Brussel, gegeven op 20 september 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 november 2010;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor de Begroting, gegeven op 25 november 2010;

Gelet op het advies 48.986/4 van de Raad van State, gegeven op 22 december 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op punt 6, 4e en 5e streepje, van het protocolakkoord van 29 juni 2000 tussen de sociale partners, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Colleges van de Gemeenschapscommissies dat voor werknemers van de non-profit sectoren vier bijkomende verlofdagen waarborgt en hen een bijkomende verlofdag toekent voor het feest van hun Gemeenschap, ter aanvulling van de 20 wettelijke verlofdagen (stelsel van 5 dagen);

Op voorstel van de Voorzitter van het College bevoegd voor de Begroting, het Lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap, het Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding, de Sociale Actie en het Gezin en het Lid van het College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 85 van het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling, wordt paragraaf 3 als volgt vervangen :

« Deze subsidie wordt uitbetaald aan de VZW's en de sociale fondsen die daartoe werden aangesteld door de sociale partners van elke betrokken sector. Deze laatste beheren de verdeling van de banen en van de financiële middelen bedoeld in § 2 tussen de centra, de diensten, de organismen en de tehuizen erkend volgens de voorwaarden vastgelegd in de overeenkomst met het College.

Deze subsidie wordt ten laatste op 15 februari van het eerste kwartaal, 15 mei van het tweede kwartaal en 15 augustus van het derde kwartaal uitbetaald op basis van driemaandelijks voorschotten gelijk aan 25 % van de subsidie en ten laatste op 15 november van het laatste kwartaal van het kalenderjaar wordt een driemaandijks voorschot gelijk aan 20 % van de subsidie uitbetaald.

Na het verstrijken van deze termijnen, is op de uitstaande voorschotten van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling verwijlinterest verschuldigd tegen de gemiddelde bankrente, zoals deze door de Nationale Bank van België wordt vastgesteld. De rentevoet « Euribor 1 week » is van toepassing.

Het saldo van deze subsidie wordt, na de controle van de bewijsstukken, uitbetaald op 31 oktober van het volgende jaar. »

Art. 3. In artikel 85 van hetzelfde besluit, wordt paragraaf 5 als volgt vervangen :

« § 5. De bewijsstukken voor het beheer van de compenserende aanwerving en het activiteitenverslag, dat wordt opgesteld conform de overeenkomst die werd gesloten met het College, dienen ten laatste op 30 april van het volgende jaar te worden ingediend. De rekeningen en de balans van de VZW's, die overeenkomstig de wet op de VZW's worden ingediend, en deze van de sociale fondsen dienen ten laatste op 30 juni van het volgende jaar te worden ingeleverd. »

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt in bijlage V NM met als titel « Berekening van de subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen » een punt 13 ingevoegd dat als volgt luidt :

« 13. een bijkomende dag « gemeenschapsverlof » en 4 bijkomende verlofdagen ter aanvulling van de 20 wettelijke verlofdagen (stelsel van 5 dagen).

De maatregel betreffende de 4 dagen wordt naar rato toegepast voor parttimewerknemers.

Voor werknemers die vóór 1 januari 2011 werden aangeworven, worden de verlofdagen die deze maatregel overschrijden en waarin voorzien wordt door een bedrijfscollectieve arbeidsovereenkomst of een arbeidsreglement, zoals deze van kracht waren op 1 januari 2001, in overweging genomen bij de subsidiëring van de bezoldiging. »

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2011.

Art. 6. Het College belast de Voorzitter van het College, die bevoegd is voor de Begroting, en de leden van het College, die bevoegd zijn voor de Beroepsopleiding, de Sociale Actie, het Gezin, het Gezondheidsbeleid en het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 januari 2011.

Door het College :

De Voorzitter van het College bevoegd voor de Begroting,
Chr. DOULKERIDIS

Het Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding, de Sociale Actie en het Gezin,
E. KIR

Het Lid van het College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
B. CEREXHE

Het Lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap,
Mevr. E. HUYTEBROECK

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2011/03031]

12 JANVIER 2011. — Arrêté ministériel relatif aux délégations à accorder à certains fonctionnaires de l'Administration générale de la Trésorerie et certains membres du personnel de l'Agence de la dette en matière d'autorisation d'emprunter ou de gestion de la dette de l'Etat

Le Ministre des Finances,

Vu la loi de finances du 22 décembre 2010 pour l'année budgétaire 2011, notamment l'article 29, § 5;

Considérant qu'il importe de permettre à des fonctionnaires généraux du SPF Finances, Administration générale de la Trésorerie et à des membres du personnel de l'Agence de la dette constituée au sein de l'administration « Financement de l'Etat et Marchés financiers », de l'administration générale de la Trésorerie de réaliser techniquement des opérations d'émission impliquant de fixer les conditions financières des divers emprunts de l'Etat, d'effectuer les placements du Trésor ou autres opérations de gestion de la dette autorisées par la loi de finances ou en vertu de celle-ci et d'en assurer valablement la bonne fin administrative et juridique,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, des fonctionnaires généraux du SPF Finances, Administration générale de la Trésorerie et des membres du personnel de l'Agence de la dette constituée au sein de

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2011/03031]

12 JANUARI 2011. — Ministerieel besluit betreffende de machtiging voor het aangaan van leningen of voor het beheer van de Staatsschuld aan bepaalde ambtenaren van de Algemene administratie van de Thesaurie alsook aan bepaalde personeelsleden van het Agentschap van de schuld

De Minister van Financiën,

Gelet op de financierwet van 22 december 2010 voor het begrotingsjaar 2011, inzonderheid op artikel 29, § 5;

Overwegende dat het van belang is aan ambtenaren-generaal van de FOD Financiën, algemene administratie van de Thesaurie en aan personeelsleden van het Agentschap van de schuld, opgericht binnen de administratie « Financiering van de Staat en Financiële Markten », van de algemene administratie van de Thesaurie, toe te laten om technisch gezien uitgiften te verwezenlijken, hetgeen het vastleggen van de financiële voorwaarden van diverse staatsleningen impliceert, om plaatsingen van de Schatkist of andere beheersverrichtingen van de schuld, toegestaan door of krachtens de financierwet, te doen en om hiervan op rechtsgeldige wijze de goede administratieve en juridische afhandeling te verzekeren,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit worden de ambtenaren-generaal van de FOD Financiën, algemene administratie van de Thesaurie en de personeelsleden van het Agentschap van de schuld,